

Même le FMI le dit... Des déclarations du FMI qui heurtent les dirigeants européens

Série : Banques – Peuples : les dessous d’un match truqué ! (6^e partie)

samedi 9 mars 2013, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2013).

Sommaire

- [Le FMI revient sur les échecs](#)
- [Pourquoi les dirigeants \(...\)](#)

En octobre 2012, le FMI a fourni une clé d’explication de l’approfondissement de la crise en Europe. Son service d’étude a affirmé que chaque euro de réduction de dépenses publiques entraînait une réduction du Produit intérieur brut (PIB) comprise entre 0,9 et 1,7 euro. Wolfgang Munchen, éditorialiste au *Financial Times*, en déduit qu’en ces temps de crise, un ajustement fiscal de 3% (c’est-à-dire une réduction de dépenses publiques de 3%) produit une réduction du PIB de 4,5% [1]. Dès lors, la politique suivie par les gouvernements européens conduit à une baisse de l’activité économique et empêche de réduire le poids de la dette publique. Comme le dit Wolfgang Münchau, il ne faut pas se méprendre sur la motivation du FMI : « *Le FMI ne dit pas que l’austérité est trop forte, injuste, provoque trop de souffrance à court terme ou que les pauvres sont plus touchés que les riches. Il dit simplement que l’austérité risque de ne pas permettre d’atteindre l’objectif de réduire la dette dans un délai raisonnable.* » [2]

De son côté, si Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a laissé entendre qu’on devrait répartir sur une plus longue période le démarrage de certains efforts d’austérité et qu’on pourrait augmenter certaines dépenses publiques afin de stimuler l’économie, c’est qu’elle est mise sous pression par les pays émergents membres du FMI (notamment les Brics, avec en tête la Chine et le Brésil) qui craignent l’effet boomerang de la baisse des importations européennes et critiquent l’importance de l’engagement financier du FMI en Europe. La directrice du FMI a exprimé ce point de vue à Tokyo, lors de l’assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en octobre 2012. Le document du FMI et les recommandations de Christine Lagarde ont soulevé des réactions de mécontentement de la part des dirigeants européens. Par exemple, à Tokyo, Wolfgang Schauble, ministre des Finances du gouvernement Merkel, a publiquement critiqué Christine Lagarde pour son intervention intempestive [3]

Wolfgang Münchau considère que les réserves exprimées par le FMI sur la profondeur des mesures d’austérité ne modifiera en rien l’attitude des dirigeants européens qui campent sur une ligne dure : « *Les gouvernants européens sont paranoïaques quand leur crédibilité est en jeu, et je prévois qu’ils vont maintenir le cap sur l’austérité jusque sa conclusion amère, quand cette politique implosera.* » [4]

Les tensions entre le FMI et la Commission européenne se sont de nouveau exprimées publiquement le 14 novembre 2012. Christine Lagarde a contredit l’optimisme affiché par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l’Eurogroupe, concernant les perspectives de la Grèce. Il semble que le FMI veuille mettre la pression sur la Commission afin d’augmenter son poids dans l’orientation à

prendre en Europe. Les pays émergents et les Etats-Unis interviennent à l'intérieur de FMI afin que leur opinion soit retenue dans la solution de la crise européenne, d'autant qu'on leur demande de mettre la main au portefeuille [5].

Le FMI revient sur les échecs historiques des politiques brutales d'austérité

Une autre étude du FMI a fait couler beaucoup d'encre, il s'agit d'un chapitre des Perspectives de l'économie mondiale publiée juste avant son assemblée mondiale annuelle d'octobre 2012. Dans ce chapitre, le FMI étudie 26 épisodes de crise de la dette publique depuis 1875 en prenant comme critère les cas où la dette publique a dépassé 100 % du PIB. Il passe en revue les politiques de sortie de crise qui ont été appliquées. Un des épisodes analysés est celui qui s'est déroulé au Royaume-Uni après la première guerre mondiale [4]. La dette publique britannique atteignait 140% du PIB. Le gouvernement britannique a appliqué une politique radicale d'austérité budgétaire et une politique monétaire très stricte. Le gouvernement dégagea un excédent budgétaire primaire (avant paiement des intérêts) d'environ 7% du PIB pendant toute la décennie 1920 afin de réduire la dette en la remboursant à marche forcée. Mais la dette publique ne diminua pas : en 1930, elle s'élevait à 170 % du PIB et, trois ans plus tard en 1933, elle équivalait à 190 % du PIB.

Martin Wolf, commentateur au *Financial Times*, affirme que l'objectif réel de la politique du gouvernement britannique « *était de briser le mouvement syndical. Ces politiques aboutirent à la grève générale de 1926. Elles suscitérent une amertume qui perdura pendant plusieurs décennies après la seconde guerre mondiale.* » [6]. Cela rappelle tout à fait ce qui est mis en œuvre aujourd'hui en Europe [7]. Wolf explique que les dirigeants européens et le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy veulent faire baisser fortement les salaires en utilisant l'arme du chômage. Il affirme : « *Dans le même temps, le PIB réel de l'Espagne se contracte. Les efforts pour resserrer la politique budgétaire auront pour effet de le réduire encore.* ». Il poursuit en disant que cette politique inspire aussi le gouvernement italien. Il conclut son éditorial par une affirmation qui peut paraître inhabituelle sous la plume d'une icône d'un des principaux quotidiens financiers de la planète : « *L'austérité budgétaire et les efforts pour diminuer les salaires dans les pays subissant un étranglement monétaire pourraient briser les sociétés, les gouvernements, voire les Etats.* ». En fait, depuis des mois, Martin Wolf enfonce le clou : l'austérité mène les pays droit dans le mur. Il en prend pour preuve le cuisant échec électoral de Mario Monti en mars 2013 en Italie.

Comme l'a écrit Wolfgang Münchau déjà cité, les dirigeants européens vont prolonger et approfondir cette politique.

Pourquoi les dirigeants européens radicalisent-ils les politiques d'austérité ?

Ce serait une erreur de considérer que les dirigeants européens sont devenus aveugles. Leur motivation n'est ni le retour à la croissance économique, ni la réduction des asymétries au sein de la zone euro et de l'UE afin d'en faire un ensemble plus cohérent où serait de retour la prospérité. Le patronat qui guide les actes des gouvernements veut avancer dans la plus grande offensive à l'échelle européenne contre les droits économiques et sociaux conquis après la seconde guerre mondiale. De ce point de vue, les politiques menées ces dernières années sont des réussites. Avec les politiques d'austérité qui augmentent le chômage, ils réussissent à accroître toujours plus la précarisation des travailleurs, à diminuer radicalement leur capacité de résistance et de lutte, à réduire les salaires et les différentes indemnités sociales tout en maintenant les énormes disparités entre les travailleurs dans l'UE afin d'augmenter la compétition entre eux. Un des objectifs poursuivis par les dirigeants européens est d'améliorer la capacité des entreprises européennes à

conquérir des parts de marché face à leurs concurrents ailleurs dans le monde. Pour ce faire, il faut réduire radicalement le coût du travail, pour reprendre leur expression. Cela implique d'infliger une défaite majeure aux travailleurs d'Europe. D'autres objectifs sont poursuivis : pousser plus loin l'offensive contre les services publics, éviter autant que faire se peut de nouveaux krachs bancaires, renforcer le pouvoir des exécutifs (Commission européenne, gouvernements nationaux) face au pouvoir législatif, renforcer les contraintes imposées par les traités de manière à couler dans le bronze les politiques favorables au Capital...

Le coût politico-électoral peut être élevé, mais globalement les grandes familles politiques traditionnelles qui dominent la scène européenne font le pari que si elles perdent les élections, elles reviendront au pouvoir aux élections suivantes. De toute façon, passer dans l'opposition n'implique pas de perdre toute une série de positions acquises dans l'appareil d'Etat central, dans les institutions européennes, sans oublier les pouvoirs locaux (grandes villes, gouvernement des régions).

Ce qui complique un peu le projet des dirigeants européens, c'est la décision de l'administration Obama d'approfondir radicalement les politiques d'austérité qu'elle avait menées dans la foulée de l'administration Bush. Les coupes budgétaires dans les dépenses publiques et sociales en particulier vont s'accroître aux Etats-Unis. Cela n'aidera pas les entreprises européennes à gagner des parts de marché. Seul le Japon semble vouloir adopter une timide politique de relance, ce qui reste à confirmer.

Conclusion : A l'aune des objectifs décrits plus haut, la convergence est totale entre le FMI et les dirigeants européens. D'ailleurs, depuis décembre 2012, moment où l'administration Obama a annoncé qu'elle allait radicaliser les politiques d'austérité aux Etats-Unis, on n'a plus entendu de déclarations critiques de la part de Christine Lagarde ou d'autres dirigeants du FMI à l'égard de la politique menée en Europe.

Il ne faut donc pas se méprendre sur le sens des déclarations du FMI : s'il a pris un peu de distance par rapport aux dirigeants européens, ce n'est pas pour convaincre d'abandonner les politiques structurelles favorables aux privatisations et à l'approfondissement de l'offensive contre les conquêtes sociales de l'après seconde guerre mondiale. Il souhaite gagner du poids dans les décisions et il donne de la voix. On verra dans les mois qui viennent s'il continuera à affirmer qu'il convient de ralentir un peu le rythme auquel les dirigeants européens veulent se rapprocher de l'équilibre budgétaire. Si les travaux de certains services de recherche du FMI contiennent des arguments qui vont plus ou moins clairement à l'encontre des politiques dominantes, l'action globale du FMI n'a pas changé d'un iota. C'est cette action qu'il faut combattre de toutes nos forces.

Éric Toussaint

Notes

[1] Wolfgang Münchau, "Heed the siren voices to end fixation with austerity", Financial Times, 15 octobre 2012.

<http://www.ft.com/cms/s/0/07f74932-13bb-11e2-9ac6-00144feabdc0.html#ixzz2BOFHZGDg>

[2] "The IMF does not say that austerity is too hard, too unfair, causes too much pain in the short term or hits the poor more than the rich. It says simply that austerity may not achieve its goal of

reducing debt within a reasonable amount of time.”

[3] Financial Times, « German minister rebukes IMF head. Schäuble criticises Lagarde call to ease up on austerity », 12 octobre 2012.

[4] Article déjà cité de Wolfgang Münchau, “Heed the siren voices to end fixation with austerity”, Financial Times, 15 octobre 2012. « European policy makers are paranoid about their credibility, and I expect them to hold on to austerity until the bitter end, when the policy implodes. »

[5] Martin Wolf, « Ce que nous enseigne l’histoire de la dette publique », http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/10/15/ce-que-nous-enseigne-l-histoire-de-la-dette-publique_1775439_3234.html

[6] Martin Wolf, « Ce que nous enseigne l’histoire de la dette publique », http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/10/15/ce-que-nous-enseigne-l-histoire-de-la-dette-publique_1775439_3234.html

[7] Voir Eric Toussaint, ESSF (article 27387), « [La plus grande offensive contre les droits sociaux menée depuis la seconde guerre mondiale à l’échelle européenne](#) », 3^e partie de la série « Banques – Peuples : les dessous d’un match truqué ! »